

Hôpitaux de Marseille SUPPRESSION DE 1040 POSTES !

FO dénonce un plan social qui préfigure le plan d'économie de 3 milliards d'euros imposé aux hôpitaux

L'accumulation des déficits à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille (AP-HM) a conduit la direction de l'établissement à élaborer un contrat de retour à l'équilibre financier (CREF) : suppression de 1040 postes (10 % de l'effectif) en 3 ans, suppression de 200 lits (après une perte estimée entre 700 et 1000 lits en 10 ans).

Le CREF vise à réaliser 55 millions d'euros d'économies sur 3 ans par notamment une baisse des effectifs et 30 millions de recettes supplémentaires.

Avec le syndicat FO de l'AP-HM et la fédération, les personnels dénoncent ce véritable plan social qui, de l'avis même des médecins, est de nature à mettre en danger la qualité des soins. Ces suppressions de postes et de moyens dégraderont les conditions de travail, le service rendu aux usagers, la capacité pour l'établissement de remplir ses obligations universitaires.

Par ailleurs, FO doute de la possibilité de réaliser 30 millions d'euros de recettes supplémentaires, alors que les tarifs de la T2A (tarification à l'activité) baissent de 1 % en 2015. Ce « manque à gagner » obligerait l'établissement à réaliser des économies supplémentaires par une réduction plus importante des effectifs.

La fédération soutient pleinement les initiatives prises par son syndicat FO AP-HM notamment dans le cadre intersyndical pour s'opposer à ce CREF.

« Ça suffit » !

Pour FO, ce CREF répond à la logique du plan d'économies de 3 milliards d'euros de la Ministre et préfigure ce qui va se passer dans les hôpitaux. Cela confirme la programmation de 22000 suppressions de postes.

Le gouvernement doit prendre la mesure des conséquences graves du plan de réduction des dépenses publiques (50 milliards entre 2015 et 2017) dont celui appliqué aux hôpitaux qui sert à financer le pacte de responsabilité (41 milliards de baisse des charges et d'impôts accordés aux entreprises).

FO confirme son opposition à cette logique et réaffirme que ce plan d'économie doit être abandonné. S'agissant des hôpitaux, à Marseille comme ailleurs, il faut annuler leurs dettes et leur octroyer des crédits complémentaires.

Il s'agit d'une nouvelle illustration du bien fondé de l'appel à la grève interprofessionnelle et aux manifestations du 9 avril 2015.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 26 mars 2015